



La reconnaissance du génocide arménien par les parlementaires français

Examen des débats de 1998 à 2001

Jérôme Nossent,

Assistant-doctorant en science politique à l'Université de Liège, rattaché au centre d'étude Démocratie et à l'Institut de la décision publique.

Introduction

Du début des années 1990 au milieu des années 2000 ont éclos, dans plusieurs pays européens divers instruments mémoriels législatifs¹, parmi lesquels on peut compter ce que certains nomment « lois mémorielles »². Prenant surtout la forme de lois, ces instruments ont donné lieu à de nombreuses interprétations mais aussi à diverses polémiques tant sur leur pertinence que sur leurs effets. Pourtant, il ressort des débats scientifiques que peu d'attention a finalement été accordée aux principaux artisans de ces instruments, soit les parlementaires qui les ont adoptés. En effet, le rôle de ceux-ci est généralement ignoré, voire brièvement établi.

L'origine des instruments mémoriels législatifs peut ainsi être expliquée de différentes façons, selon les auteurs et les instruments étudiés. L'on distingue essentiellement trois types d'approches. La première, généralement présente dans les commentaires juridiques dédiés à ces lois, a tendance à considérer « le législateur », « le parlement » ou « le gouvernement » comme des acteurs monolithiques producteurs des lois. Les lois sont le produit de la volonté des autorités politiques, dont la complexité interne est généralement délaissée ; elles sont l'expression publique du législateur, lequel est conscient de leur contenu et responsable de leurs effets. Il n'est cependant pas toujours facile de distinguer dans quelle mesure l'usage de ces termes englobants consiste en une figure de style commode ou est illustrative de la conception de l'auteur³.

La deuxième approche voit plutôt les instruments mémoriels législatifs comme résultants de dynamiques, pour reprendre la typologie de la mise à l'agenda de Philippe GARRAUD, de mobilisation ou de corporatisme silencieux, auxquelles peut s'adjoindre celle de médiatisation⁴. La mobilisation renvoie à l'action de groupes organisés extérieurs au gouvernement, lesquels se mobilisent pour pousser le gouvernement à l'action. Elle se distingue de l'action corporatiste silencieuse en ce que cette dernière prend en considération l'action de groupes organisés auprès des gouvernements qui se fait en l'absence de conflit public⁵. Ces approches font notamment référence à l'action de groupes de pressions, de lobbies ou encore, pour reprendre la terminologie d'Howard S. BECKERS, d'entrepreneurs politiques⁶. Ceux-ci sont susceptibles d'agir sur les deux plans pour arriver à leurs fins. On retrouve notamment ces explications dans le cadre des recherches consacrées à l'adoption de la loi de reconnaissance du génocide arménien, de la loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité⁷, ou de l'institutionnalisation de la catégorie des « Justes de France »⁸.

La troisième approche, celle de l'offre politique, repose sur la dénonciation ou la démonstration des intérêts d'organisations politiques qui s'emparent de certains sujets en raison de l'estimation qu'ils ont de leur rentabilité politique. Si on retrouve ce type d'approche dans le cadre du « paradigme stratégique » de la mémoire, sont particulièrement identifiés les hommes politiques (parlementaires, ministres, maires) qui misent sur les questions mémorielles en termes de rentabilité électorale. À titre d'exemple, on retrouve cette explication chez Anne-Chloé FOIRY, qui pointe la proximité temporelle de l'adoption de certaines « lois mémorielles » avec des échéances électorales.

« Le simple rappel des dates d'adoption de ces textes, 2001, 2006, 2011, suffit à donner corps à un soupçon d'arrière-pensées électoralistes, teintées de communautarisme (les propositions émanant de représentants de circonscriptions abritant une forte communauté arménienne). Ce caractère ne concerne pas uniquement les textes sur le génocide arménien : la loi qualifiant l'esclavage et la traite occidentale de crimes contre l'humanité, portée par Christiane TAUBIRA, députée de Guyane, date elle aussi de 2001, année préélectorale. »⁹

Ainsi que je l'ai indiqué, l'étude des raisons des parlementaires qui sont intervenus pour déposer, discuter, défendre et adopter ces lois fait figure de parent pauvre des études mémorielles. Malgré la supposée perte d'autonomie des détenteurs du pouvoir législatif, ce sont ses membres qui, en dernier ressort, lèvent la main ou appuient sur le bouton du boîtier de vote, faisant passer ce qui n'est alors qu'un projet ou une proposition au statut de loi.

Cette contribution s'inscrit dans le cadre de la septième édition des Cahiers Mémoire et politique consacrée aux « lois mémorielles ». Si l'on suit la logique des créateurs de cette catégorie, la loi du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915¹⁰ est considérée comme la deuxième des quatre « lois mémorielles ». Un statut particulier est conféré à cette loi dès lors qu'elle est considérée comme la seule « loi mémorielle » purement déclarative tant par une partie de la doctrine que par la mission d'information sur les questions mémorielles¹¹. Ce cas unique de « loi mémorielle » dépourvue de normativité fait donc ici l'objet de mon attention.

Suite de la contribution en libre-accès sur le site des Cahiers Mémoire et politique : <http://popups.ulg.ac.be/2295-0311/index.php?id=264>